

LE MEETING DU FLN SE TIENDRA LE MÊME JOUR QUE LE CONGRÈS DE L'OPPOSITION

Le coup tordu de Saâdani

Les flèches qu'il lui adresse à chacune de ses sorties ne semblent pas, apparemment, satisfaire le secrétaire général du FLN qui compte faire coïncider le meeting de son initiative portant front de soutien au programme du président de la République avec le second congrès de l'opposition.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - La date du 30 mars prochain, retenue par l'instance de concertation et de suivi de l'opposition pour l'organisation de son second congrès, après le premier, tenu le 10 juin 2014, inspirerait également le secrétaire général du FLN qui, apparemment, veut en découdre avec l'opposition sur le terrain pour la toute première manifestation publique de son initiative politique nationale pour le progrès

dans la cohésion et la stabilité. Une source proche de la direction du vieux front du pouvoir a, en effet, affirmé la tenue de ce premier meeting à la coupole du complexe olympique Mohamed Boudiaf, à Alger le 30 mars prochain, soit le même jour où l'opposition se retrouvera pour son second congrès.

Un choix loin d'être fortuit ou le fait d'un «simple hasard», reconnaît ladite source au journal électronique TSA (Tout Sur

l'Algérie), pour, selon elle, «montrer aux Algériens, qui mobilise le plus, nous ou l'opposition».

Une perspective que, par ailleurs, le chargé à la communication au FLN n'a pas confirmée mais n'a pas aussi démentie. «Je ne vois pas de mal à ce que ledit meeting se tienne le même jour où l'opposition organise son congrès. Chacun est libre de ses actions», affirmait, hier mardi, Hocine Khaldoun qui tiend à préciser que la date de ce meeting «sera arrêtée à l'occasion d'une réunion prévue la fin de semaine avec les autres acteurs de l'initiative qui n'appartient plus au FLN puisque une quarantaine de partis et une centaine d'associations et d'organisations de la



Photo : Samir Sid

Saâdani veut en découdre avec l'opposition.

société civile nous ont rejoints». De cette quarantaine de partis émerge le TAJ de Amar Ghoul qui partage avec Ammar Saâdani les récurrentes attaques contre l'opposition aux côtés de cette kyrielle de micro-partis portés, pour l'essentiel, par des transfuges de l'ex-parti unique.

Il faudra relever, par ailleurs, l'absence du MPA et du RND, soutiens inconditionnels du président de la République, qui ont tourné le dos à l'initiative censée, pourtant, accompagner ce dernier dans son programme.

Concernant les associations et autres organisations, il s'agit pour l'essentiel des traditionnelles entités de masse qui n'ont jamais manqué à pareil appel émanant d'en haut.

Ceci dit, cette plus que probable coïncidence de son second congrès avec le meeting des soutiens du Président ne semble pas déranger outre mesure l'opposition.

«Le FLN et les autres partis de l'allégeance, ne représentent plus rien. Qu'on organise des élections libres et transparentes puis on verra qui vaut quoi»,

affirme tout de go le chargé à la communication du parti des Avant-gardes des libertés.

Pour Ahmed Adhimi, «l'ex-parti unique et ses semblables de la cour agissent selon un ordre de mission bien déterminé et le fait qu'ils coïncident leur meeting avec notre congrès ne nous dérange nullement pas».

Soufiane Djillali qualifie, pour sa part, l'éventualité de cette coïncidence de «secondaire». Pour le président de Jil Jadid, «notre défi en tant qu'opposition est de réussir notre second congrès».

Un second congrès qui se tiendra bel et bien le 30 mars prochain à la mutualité des travailleurs des matériaux de construction de Zéralda, les services de la DRAG de la wilaya d'Alger ayant accordé l'autorisation au parti de Ali Benflis au nom duquel la demande a été effectuée. Aussi, les membres de l'ICSO devront se retrouver, le 23 mars prochain au siège national du MSP pour les dernières retouches de ce conclave, notamment convenir sur la liste des conviés à ce conclave.

M. K.

UNIVERSITÉS

La liste des vœux réduite à partir de la rentrée prochaine

La fiche de vœux pour les nouveaux bacheliers sera réduite à partir de la rentrée prochaine. Le bachelier aura le choix entre cinq spécialités au lieu de dix actuellement. Le ministère de l'Enseignement supérieur compte, à long terme, changer radicalement le système d'orientation actuel et supprimer les différentes étapes précédant l'inscription définitive et permettre au nouveau bachelier de suivre la spécialité de son choix.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Tahar Hadjar l'avoue : la méthode d'orientation actuelle des nouveaux bacheliers est loin d'être la meilleure. Si celle-ci, reconnaît-il, facilite la tâche de l'administration, elle est loin de satisfaire les bacheliers. Ils ne sont, en effet, que 50% à pouvoir obtenir leurs premiers choix. Cependant, le changement va se faire par étape.

Le ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé, hier, que la fiche de vœux sera revisitée à partir de la rentrée prochaine. Actuellement composée de dix choix, la liste sera réduite à seulement cinq choix. Cependant, le bachelier sera dans l'obligation de faire au moins un choix pour des études dans des spécialités LMD. «95% des choix des bacheliers sont parmi les cinq premiers choix, il n'y a donc aucun intérêt à lui donner une liste de dix choix», a souligné Tahar Hadjar.

Selon lui, les candidats ont tendance à choisir beaucoup plus des études dans les écoles supérieures au détriment des spécialités en LMD.

Dorénavant, les choix de l'étudiant seront systématiquement refusés par le système s'il n'y figure pas parmi l'un des vœux au moins une spécialité en LMD.



Photo : NewPress

Les universités vont accueillir un plus grand nombre de bacheliers.

L'idéal selon le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique serait, cependant, que le nouveau bachelier puisse intégrer n'importe quelle université de son choix si les conditions s'y prêtent. Pour ce faire, dit-il, nous allons fixer à l'avance les moyennes d'entrée à l'université pour chaque filière. De ce fait, les étapes qui consistent d'abord à remplir une fiche de vœux, la confirmation des vœux, l'orientation, la préinscription et ensuite l'inscription définitive et les recours seront supprimées.

«Nous allons fixer bien à l'avance les moyennes qu'il faut avoir pour pouvoir suivre une filière quelconque, ainsi l'étudiant saura bien avant même d'intégrer le lycée quelle moyenne il doit obtenir au bac pour suivre la spécialité de son choix et nous pourrions ainsi avoir une visibilité», a expliqué le ministre. Tahar Hadjar reconnaît aussi que le système LMD a été introduit d'une façon anarchique ce qui a conduit à des problèmes. «Chacun s'est taillé une spécialité et on s'est retrouvé avec 6 000 licences», dit-il. Un travail d'assainissement a été entamé, selon lui. Le nombre de licences actuellement a été réduit à 174 spécialités.

La même démarche sera appliquée pour réduire la liste des spécialités en master qui compte plus

de 5 000 titres et le doctorat avec 300 titres actuellement. L'université, dit-il, doit former pour ce qui est utile et créer des spécialités demandées par le marché du travail. Le ministre qui a ouvert, hier, la conférence des universités a donné, par ailleurs, des instructions pour la préparation de la prochaine rentrée universitaire. Les universités vont accueillir un nombre plus important de nouveaux bacheliers que les années précédentes. Le secteur recevra, toutefois, 99 000 nouvelles places pédagogiques et 55 000 nouveaux lits.

Études en master et doctorat, Hadjar demande le respect des délais

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique exige le respect des délais dans les études en master ou en doctorat. Présenter sa thèse dans un délai qui dépasse cinq ans c'en est trop, estime Hadjar. Or, dit-il, c'est le souhait de 70% des étudiants. La durée des études en master, rappelle-t-il, est de deux ans et le doctorat en trois ans. Dans la réalité, regrette-t-il, personne ne respecte ces délais.

Le ministre compte étudier les raisons de ce phénomène pour y trouver des solutions.

S. A.

LE BONJOUR DU SOIR

Partenariat, dites-vous ?

(Suite de la page Une)

Il existe un secteur privé non parasitaire, productif et compétitif. Qu'il lui soit fait appel pour soutenir les entreprises publiques défaillantes peut être envisageable, mais ce n'est pas une option stratégique. Que le privé se lance dans la production, qu'il aille au charbon au lieu d'attendre de cueillir les fruits du labeur d'une classe ouvrière qui a préservé l'outil de production au prix de lourds sacrifices.

Lundi, au JT de 20h de l'ENTV, un reportage nous a montré les ouvrières d'une usine publique de textile, spécialisée dans la chemiserie. Durant les années de disette, les ouvrières ont accepté de perdre 70 % de leurs salaires pour que leur usine ne ferme pas ! La chemise de Djendjen a travaillé avec des marques prestigieuses et a même livré la police française ! Où était le secteur privé à l'époque et n'est-il pas injuste de lui livrer les clés de cette réussite acquise par les larmes et le sang des héroïnes de Jijel ?

Tiens, à propos de chemises, n'y avait-il pas un certain Hamiani au milieu du textile socialiste ; un Hamiani, capitaine d'industrie, un privé comme on les aime, et dont on pouvait voir les belles chemises dans les vitrines parisiennes ? Des privés comme celui-là, on en redemande : ils existent ! Ils ne sont pas intéressés par un «partenariat» qui ne vise qu'à piller le patrimoine public. Ils sont là, en Algérie ; ils réussissent seuls mais on ne veut pas les voir !

farahmadaure@gmail.com